



Négociations du secteur public

Des offres méprisantes pour les travailleuses et les travailleurs

15 décembre 2014

Québec, le 15 décembre 2014 – C'est avec colère et indignation que les porte-parole du Front commun ont pris acte de la proposition du Conseil du trésor pour le renouvellement des conventions collectives du secteur public. Les offres du gouvernement libéral, qui prévoient un gel salarial de deux ans et 1 % d'augmentation par année, pour les trois années suivantes, sont méprisantes à l'égard des 400 000 travailleuses et travailleurs qu'ils représentent, estiment les porte-parole du Front commun.

« Le message que nous recevons aujourd'hui c'est que le gouvernement du Québec n'a aucun respect pour le travail des femmes et des hommes œuvrant dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que de la fonction publique. Le Conseil du trésor ne nie pas l'existence d'un retard salarial, mais ne souhaite pas le réduire. Au contraire, le gel salarial que souhaite imposer le gouvernement aurait pour effet de doubler, après cinq ans, l'écart salarial déjà énorme entre les employés des services publics et les autres salariés québécois », déclare Louise Chabot, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP).

« On est en droit de se questionner à savoir pour quelles raisons le gouvernement ignore l'ensemble de nos propositions pour l'amélioration des conditions de vie au travail et de gestion des services publics que nous lui avons soumises. La réduction de la précarité et de la sous-traitance, tout comme l'amélioration de notre autonomie professionnelle et des mesures de conciliation famille-travail-études sont restées lettres mortes à la poste. Le gouvernement fait la sourde oreille, tout comme pour les multiples propositions que nos organisations ont soumises au gouvernement pour le financement des services publics. Ce n'est pas par nécessité, mais pour des raisons idéologiques que le gouvernement met en place ces mesures d'austérité », critique Serge Cadieux, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

« Rappelons que 75 % des salariés des services publics sont des femmes. Encore une fois, le gouvernement s'attaque à nous afin d'économiser sur notre dos pour atteindre le déficit zéro. Messieurs Couillard, Coiteux, Barrette et Bolduc s'attendent-ils à ce que nous acceptions des conditions de travail moindre que nos concitoyens? », s'interroge Francine Lévesque, vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

« Nous avons déjà amplement fait notre part pour le redressement des finances publiques. Depuis le Plan de retour à l'équilibre budgétaire de 2009, l'évolution de nos salaires a été inférieure à celle des autres salariés du Québec. Ceci a non seulement contribué à accroître notre retard salarial, mais nous a aussi fait perdre, en moyenne, près de 10 500 \$ par personne sur la période. Pour le gouvernement, ceci représente des économies de plus de 4 milliards de dollars, depuis 2009. Nous déplorons que le gouvernement n'ait pas le courage politique d'aller chercher l'argent là où il se trouve : dans les poches de leurs amis du boy's club du 1 % », continue Francine Lévesque.

« On cherche à placer les travailleuses et les travailleurs des services publics devant un faux dilemme : gel salarial ou augmentation de la charge de travail. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, personne n'est payé à ne rien faire! Nous répondons plutôt que l'on doit offrir des conditions de travail décentes pour attirer et retenir une main-d'œuvre de qualité dans les services publics. C'est d'autant plus préoccupant alors que le gouvernement prévoit le départ à la retraite de 15 000 employés du secteur public annuellement, au cours des prochaines années », poursuit Serge Cadieux.

M. Cadieux déplore également les reculs exigés par le gouvernement au régime de retraite des employés de l'État. « Le gouvernement voudrait retarder l'âge de la retraite en fonction de l'évolution de l'espérance de vie, réduire le salaire moyen pour le calcul des rentes et retirer leur indexation. Des mesures complètement inacceptables! »

« Notre intention a toujours été de négocier sérieusement avec le gouvernement. Mais nous n'hésiterons pas à prendre les moyens qu'il faut pour lui faire entendre raison. S'il est incapable de comprendre autrement qu'avec la pression de la population dans la rue, c'est par milliers que nous y descendrons. Les travailleuses et les travailleurs des services publics ne se laisseront pas appauvrir pour financer l'atteinte du déficit zéro au profit d'une idéologie néolibérale. Au gel des salaires, le Front commun répliquera par un hiver chaud. Partout dans leurs circonscriptions, les députés libéraux nous trouveront sur leur chemin », conclut Louise Chabot.

À propos

Le Front commun regroupe la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP, formé de la CSQ, du SFPQ et de l'APTS). Ensemble, ces organisations représentent plus de 400 000 travailleuses et travailleurs des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la fonction publique du Québec. Les conventions collectives du secteur public viendront à échéance le 31 mars 2015.